

Certains économistes sont allés jusqu'à prétendre que 40 p. 100 de la population canadienne ne jouit pas de cette prospérité générale. J'ignore si ce pourcentage est exact, mais je sais bien qu'il y a littéralement des centaines de milliers de gens au Canada qui vivent de nos jours dans la pauvreté. Je crois qu'il est extrêmement honteux que, dans un pays tel que le Canada, nous n'ayons jusqu'ici fait presque rien pour faire sortir de la pauvreté ces masses de gens.

Il serait ridicule de prétendre que l'on puisse relever le niveau de vie de tous ces gens. Cependant, il s'en trouve un fort pourcentage qui peuvent être aidés. En outre, trois alinéas du discours du trône concernant des programmes que le gouvernement espère pouvoir mettre en application et qui, à mon avis, feront beaucoup pour résoudre les problèmes de la pauvreté au Canada.

Comme je viens de le dire, je ne crois pas que la pauvreté soit cantonnée dans une région donnée. Si nous savons ouvrir les yeux, nous la trouvons disséminée un peu partout dans les régions rurales et les centres urbains, dans l'Ouest, le centre et l'Est canadien.

Il va de soi que la Saskatchewan n'en est pas exempte. Il y a de la pauvreté dans notre province, et je suis parfois un peu stupéfait de certains articles qui paraissent dans les journaux de l'Est. En les lisant, on pourrait croire que les cultivateurs de l'Ouest canadien ont tellement d'argent qu'il leur en sort par les oreilles. Certains en ont, d'autres n'en ont pas.

Nous avons à l'heure actuelle en Saskatchewan environ 85,000 cultivateurs et je suis heureux qu'un grand nombre d'entre eux réussissent assez bien. Mais vous savez tous, honorables sénateurs, que sur ces 85,000 cultivateurs, il y en a 35,000 dont le revenu brut annuel est de \$2,000 ou moins—je ne dis pas revenu net, mais revenu brut. Naturellement, cet état de chose ne se borne pas à ma province. Je sais qu'il existe dans une certaine mesure dans les provinces voisines du Manitoba et de l'Alberta. Apparemment, il existe aussi en Ontario. On pouvait lire dans le *Globe and Mail* du vendredi 14 janvier dernier, un article intitulé: «On demande un programme pour les 50,000 fermes non rentables de l'Ontario».

L'article n'indique pas quel est le revenu de ces gens, mais il signale qu'environ 50,000 cultivateurs de la province d'Ontario éprouvent des difficultés à cause de la pauvreté.

Honorables sénateurs, je le répète, je crois que certaines des mesures annoncées dans le discours du trône aideront beaucoup à résoudre ce problème, une fois qu'on les aura appliquées. Plusieurs semblent croire qu'il s'agit d'un problème nouveau, mais il nous faut des programmes entièrement neufs pour y faire face. A mon avis, nous n'en avons pas.

Je réfléchis souvent à ce qui s'est passé au Canada à la fin de la dernière guerre mondiale. Nous avions alors des milliers et des milliers de jeunes gens qui retournaient à la vie civile après avoir servi dans les armées. Que serait-il arrivé si ces personnes avaient été lancées dans la vie civile sans que des mesures soient prises pour assurer leur éducation, leur formation et leur réadaptation? A mon avis, c'aurait été le chaos et nous en subirions encore les répercussions. Mais au lieu de renvoyer ces gens à la vie civile sans formation et moyens suffisants, certains programmes, que tous les honorables sénateurs connaissent bien, ont été mis en œuvre. Par conséquent, le personnel des forces armées a été absorbé sans bouleverser autant la vie civile.

Je crois que la prospérité générale du Canada actuellement est attribuable en partie à la mise en application de ces programmes. Je pense au grand nombre d'hommes et de femmes qui ont acquis une nouvelle formation après avoir quitté le service, et ont contribué et contribuent encore pour une bonne part à instaurer les conditions de vie dont nous jouissons actuellement. Lorsque nous parlons de la nouvelle formation à donner à notre population rurale ainsi qu'à certains citadins pour leur permettre d'occuper une nouvelle place dans notre société, nous nous rendons compte d'une certaine analogie entre ce programme et celui qui avait été mis en application après la guerre.

Honorables sénateurs, j'ai dit tantôt que certains cultivateurs de la Saskatchewan faisaient de bonnes affaires, mais j'ai dit également que les revenus d'autres laissaient beaucoup à désirer. J'ai eu connaissance, il y a à peine quelques jours, d'un rapport fondé sur une étude portant sur 424 exploitations agricoles de la Saskatchewan constituées en association de gestion agricole. Les chiffres publiés dans cette étude sont intéressants parce qu'on constate que le revenu net moyen des 424 exploitations de ce groupe,—il s'agit bien du revenu net,—atteint \$6,936 par an. Mais la moyenne du revenu annuel net de l'ensemble des exploitations agricoles de la Saskatchewan s'établit à \$4,300.

Je me sers de cette comparaison pour vous signaler que l'étude effectuée portait sur les exploitations agricoles qui se situent au-dessus de la moyenne tant par leur superficie et leur gestion que par leurs immobilisations. D'autre part, le revenu moyen de la main-d'œuvre,—c'est-à-dire le rendement que l'agriculteur touche pour son labeur,—des 424 exploitations agricoles comprises dans l'étude, s'établit à \$3,556 par année. J'établis le revenu de la main-d'œuvre par la soustraction du revenu net du capital immobilisé.

Si l'on prend le rendement moyen de 38 p. 100 des 424 exploitations agricoles compri-